



ONG Rariny sy Hitsiny Ivoarana
Integrity for development

RAPPORT MORAL ET FINANCIER

2022



Table des matières

Liste des acronymes	2
Liste des figures.....	5
1. Bilan des projets et des missions	6
1.1 Projets	6
1.1.1 MAFI	6
1.1.2 BAROCI.....	10
1.1.3 STEF	13
1.1.4 HAVORIA.....	15
1.1.5 TANINJANAKA.....	20
1.1.6 MEL.....	23
1.2 Missions.....	28
1.2.1 Contrôle citoyen des actions publiques pour le projet OBS MADA	28
1.2.2 Unlocking girl's potential pour la Banque Mondiale	30
1.2.3 Elaboration du code de conduite des agents du MEDD.....	33
1.2.4 Elaboration du plan stratégique de l'antenne de l'UNESCO à Madagascar.....	37
1.2.5 Formation des bloggeurs et influenceurs sur l'accès à l'information	40
1.2.6 Elaboration du guide pratique sur l'enregistrement de naissance pour la PFSCE	42
1.2.7 Protection de jeunes défenseurs des droits humains dans le cadre de Rary Aro Mada.....	43
2 Bilan des actions de plaidoyer.....	46
2.1 Education.....	46
2.2 Autres actions de plaidoyer.....	48
3 Rapport financier.....	49
3.1 Compte analytique	49
3.2 États financiers.....	53
3.3 Liste des matériels et immobilisations.....	54



Liste des acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AIM	Action Inter-coopération de Madagascar
AJS	Assistant juridique et social
BAROCI	Baromètre Citoyen
BM	Banque Mondiale
CCAP	Contrôle Citoyen des Actions Publiques
CCOC	Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes
CED	Comité pour l'éthique et la Déontologie
CESC	Conseil Economique, Social et Culturel
CFI	Canal France International
CITES	Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages
CLF	Comités Locaux au niveau des Fokontany
CNFM	Conseil National des Femmes de Madagascar
CRIJ	Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
DAJC	Direction des Affaires Juridiques et Contentieux
DDH	Défenseur des droits humains
FAO	Food and Agricultural Organization
FKT	Fokontany
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
IEM	Initiative pour l'Emergence de Madagascar
ISLP/UK	International Senior Lawyers Project / United Kingdom
LA	Lanceur d'alerte
MAFI	Miara-miombon'antoka amin'ny fiarovana eny amin'ny fitsarana



MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEL	Mieux évaluer pour mieux légiférer
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MESUPRES	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MSIS Tatao	Multi-Sector Information Service – Tamba-jotran'ny tanora olom-pirenena
OBSMADA	Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée
ODD	Objectif du Développement Durable
OHCHR	Office of the High Commissioner for Human Rights
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
ONJ	Observatoire National de la Justice
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Pôle Anti-Corruption
PEM	Plan Emergence de Madagascar
PFNOSCM	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar
PFSCE	Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance
PGO	Partenariat pour un Gouvernement Ouvert
PMDU	Plan Multisectoriel D'Urgence
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire technique et financier
ROHY	Rindran'ny olompirenena iarovana ny iaraha-manana
SCAC	Service de Coopération et des Actions Culturelles
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency



SLC	Structure Locale de Concertation
SMART	Spécifique Mesurable Atteignable Réaliste Temporel
SNI	Système National d'Intégrité
STEF	Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds
TI-MG	Transparency International – Initiative Madagascar
TV	Télévision
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNPBF	United Nations Peacebuilding Fund
VBG	Violence Basée sur le Genre



Liste des figures

Figure 1: Café-débat citoyen sur l'accès à la terre – 15 juillet 2022	8
Figure 2: Café-débat citoyen sur le divorce à l'amiable – 19 août 2022	8
Figure 3: Formation des AJS sur la sécurisation foncière – 4 août 2022.....	8
Figure 4: Présentation du rapport BAROCI au public le 8 avril 2022	11
Figure 5: Résultat du sondage sur la pertinence et l'efficacité des velirano visible sur le site web	12
Figure 6: Annonce du débat télévisé sur le Fonds Souverain Malagasy	15
Figure 7: Stand-exposition au Parvis Analakely.....	19
Figure 8: Conférence-débat sur l'accès des femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap aux SLC	19
Figure 9: Barcamp sur l'éducation aux médias et à l'information	19
Figure 10: Equipe communication du consortium d'OSC ayant participé à la formation sur la conception et production d'émissions	22
Figures 11, 12 et 13: Membres de l'Alliance stratégique pour l'éducation associés dans le projet	26
Figures 14 et 15: Formation des observateurs à Morondava – février 2022.....	30
Figure 16: Aperçu du plan stratégique élaboré.....	39
Figure 17: Participants à la formation sur l'accès à l'information.....	41
Figures 18, 19, 20 et 21: Formation sur l'autoprotection des défenseurs des droits humains	46



1. Bilan des projets et des missions

1.1 Projets

1.1.1 MAFI

<u>Période de mise en œuvre</u>	Avril 2022 à Août 2022
<u>Titre du projet</u>	Miara-miombon'Antoka amin'ny fiarovana eny amin'ny Fitsarana
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Partenaires : Le Ministère de la Justice, l'Ordre des avocats, Transparency International-Initiative Madagascar (TI-MG), International Senior Lawyers Project- United Kingdom (ISLP/UK), la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Antananarivo (FDSP), la Commission de Réforme pour l'Intégrité Judiciaire (CRIJ) et le Barreau Paris Solidarité.
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	99 586 000,00 Ariary dont 89 555 000,00 pris en charge par FANAINGA
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Fanainga-Appui à la société civile malgache
<u>Zones d'intervention</u>	Analamanga
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Les justiciables qualifiés de groupes vulnérables : jeunes, femmes, enfants et hommes en situation de précarité

Contexte :

L'accès à la justice est un droit constitutionnellement reconnu à Madagascar. Cependant, le pays enregistre encore un faible accès à la justice surtout au niveau des femmes et des groupes vulnérables. Les causes de ce problème d'accès sont nombreuses, à savoir : la méconnaissance des droits et la complexité des procédures, le niveau d'éducation et d'alphabétisation, la pauvreté et le manque de moyens, les difficultés d'accès aux services d'assistances juridiques, la faible couverture des tribunaux et l'insuffisance en effectif des magistrats, le manque de budget au niveau des juridictions, l'insécurité juridique, la corruption etc.

Dans l'esprit d'améliorer l'accès à la justice à Madagascar, l'ONG Ivorary a initié en 2020, avec l'appui technique et financier de Fanainga, le projet Miara-miombon'antoka amin'ny fiarovana eny amin'ny Fitsarana (MAFI) ou Mutuelle d'entraide citoyenne pour la justice. Il s'agit d'une initiative solidaire en vue de mettre en place un système de mutualisation de risques basés sur les principes de solidarité (firaisan-kina) et d'entraide générationnelle (valimbabena). L'objectif général est de promouvoir l'accès à la justice surtout pour les groupes vulnérables en les offrant l'opportunité de se faire accompagner par des professionnels de la justice dans les procédures judiciaires les



concernant. Toujours avec l'appui de Fanainga, l'ONG IVORARY poursuit ses efforts et a mis en œuvre dans le cadre d'un second projet MAFI 2.0, la mise en place de la clinique juridique, la poursuite des efforts pour la mise en place de l'observatoire nationale de la justice et la réalisation de campagne de sensibilisation sur les droits et les procédures.

Objectifs du projet:

Objectifs à long terme : Contribution à la

- Promotion de l'accès à la justice particulièrement pour les groupes vulnérables.
- Renforcement de l'Etat de droit à Madagascar.

Objectif à moyen terme :

- Prise en compte des enjeux et défis relatifs à l'accès à la justice par les acteurs et les justiciables.
- Amélioration de l'accès au droit et services judiciaires des justiciables particulièrement les groupes vulnérables.

Objectif à court terme :

- Renforcement de la connaissance des groupes cibles sur leurs droits et les procédures judiciaires.
- Identification des éléments clés nécessaires à la mise en place de l'observatoire nationale de la justice
- Mise en place et opérationnalisation de la clinique juridique

Résultats attendus :

- **Output 1 :** La connaissance des groupes cibles en droit et en procédures soit renforcée ;
- **Output 2 :** Les éléments clés nécessaires à la mise en place de l'observatoire nationale de la justice soient identifiés ;
- **Output 3 :** La clinique juridique MAFI soit mise en place.

Détails des activités :

- **Production de quatre docuéries :** qui visent à mobiliser les différentes parties prenantes sur les enjeux de l'amélioration de l'accès au droit des justiciables. Les thématiques traitées sont : les cas de violences basées sur le genre, la corruption dans le système judiciaire Malagasy, l'accès à la terre à Madagascar et le problème des litiges fonciers, les difficultés dans l'accord de divorce à Madagascar.
- **Organisation de débats café citoyens :** 4 cafés débats citoyen ont été organisés sur la base des 4 thématiques choisies pour les docu séries avec des personnalités issues du monde de la justice et des organisations de la société civile.
- **Recherche et développement de partenariats pour la mise en place de l'Observatoire Nationale de la Justice :** Ministère de la justice, Ordre des avocats, Gendarmerie Nationale, Conseil d'Etat, Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité, Tribunal Administratif, TPI Mahajanga, Corps des greffiers, Conseil National des Huissiers de Justice et des commissaires priseurs, ONG IDEA Development, MSIS Tatao, PNUD, Collectif Tany.



- Atelier de capitalisation des bonnes pratiques en matière d'Observatoire Nationale de la Justice ;
- Elaboration des outils et mise en place du système de reporting à travers le recrutement d'une consultante ;
- Identification et formation des 15 assistants juridiques et sociaux ;
- Opérationnalisation de la clinique et identification des bénéficiaires des prises en charge

Illustrations/Photos



Figure 1: Café-débat citoyen sur l'accès à la terre – 15 juillet 2022



Figure 2: Café-débat citoyen sur le divorce à l'amiable – 19 août 2022



Figure 3: Formation des AJS sur la sécurisation foncière – 4 août 2022

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

Output ou réalisation	Indicateur : au moins deux indicateurs par output, diversifiés	Cible : la mesure du succès, ce que vous devez accomplir	Valeur réelle	Notes ou commentaires
Output 1 : Connaissance des groupes cibles en droit et en procédures renforcés	Nombre de docuséries produites et diffusées	4	4	
	Nombre de débat- café citoyen organisé	4	4	
	Nombre de participants au Café débat citoyen	200	1242	
Output 2 : Éléments clés	Nombre de partenaires engagés	4	8	



nécessaires à la mise en place de l'ONJ identifié	dans la mise en place de l'ONJ			
	Nombre de dispositif organisationnel de l'ONJ identifié	1	1	
Output 3 : Clinique juridique MAFI répondant aux principaux besoins juridiques préalablement identifiés	Nombre de dossiers – traités et pris en charge par le projet	15	0	Le projet a pu identifier 15 dossiers à traiter et 15 avocats volontaires membres du pool d'avocats MAFI mais à cause d'un problème de trésorerie les conventions tripartites n'ont pas pu être signées
	Nombre de parajuristes formés et recrutés par le projet	15	15	
Avancement du projet : Projet clôturé en bonne et due forme et validé par FANAINGA le 15 Novembre 2022.				
Prochaines activités : Néant				



1.1.2 BAROCI

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juin 2021-Février 2022
<u>Titre du projet</u>	BAROCI (BAROmètre CItoyen)
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	ONG TOLOTSOA
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	41 767 937,00 Ar
<u>Baillleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Expertise France et CFI Développement Medias
<u>Zones d'intervention</u>	23 régions de Madagascar
<u>Bénéficiaires du projet</u>	<ul style="list-style-type: none">• Citoyens ;• Organisations de la Société Civile ;• Décideurs politiques.
<u>Contexte :</u>	<p>La société civile a un rôle important dans l'évaluation des politiques publiques. En lien au quotidien avec les citoyens, la société civile est à jour des préoccupations et problématiques quotidiennes de ces derniers. C'est ainsi qu'elle entreprend des activités de plaidoyer en faveur des communautés qu'elle défend. L'évaluation des promesses électorales, est une porte ouverte pour la société civile d'influencer le changement des différentes orientations stratégiques et actions de déclinaison du Plan de Mise en Œuvre de la Politique Générale de l'État.</p> <p>L'ONG Ivorary avec l'appui de l'AFD, par le biais d'Expertise France et CFI, et en partenariat avec l'ONG Tolotsoa, dans le cadre du projet BAROCI ou Baromètre Citoyen a organisé des évaluations des Velirano par des consultants, autour de quatre (04) grandes thématiques, à savoir : (i) Gouvernance (ii) Economie et infrastructures (iii) Environnement et ressources naturelles (iv) Social et Culture.</p> <p>Les résultats des analyses des consultants ont par la suite été restitués et travaillés auprès d'autres organisations de la société civile compétentes de chaque domaine thématique.</p> <p>Afin d'inclure la participation citoyenne dans les évaluations des Velirano, le projet a mis en place comme outils d'analyse et de communication un site web et une application mobile opérationnel accessible à tout citoyen désirant, curieux et soucieux des réalisations de promesses électorales à travers les 23 régions de Madagascar.</p>
<u>Objectif global :</u>	Suivi-Evaluation des réalisations relatives aux promesses électorales inscrites dans le Plan Emergence Madagascar et le Plan Multisectoriel D'Urgence (PMDU)



Mise en place d'un cadre de suivi évaluation des politiques publique et recueil des données relatives à l'atteinte des Velirano/PEM et PMDU

Objectif 1 : Valoriser la place de la société civile en tant qu'acteur citoyen engagé dans le contrôle et l'évaluation des actions étatiques.

Objectif 2 : Raffermer la politique d'open data à Madagascar et rendre publique toute information axée sur la mise en œuvre des promesses électorales.

Une application mobile/site internet est dédié aux citoyens pour leur permettre d'évaluer la réalisation du Président de la République et de son gouvernement. L'outil permet également d'accéder aux différentes documentations relatives à la mise en œuvre des politiques publiques.

Détails des activités :

- Recrutement de l'équipe et des consultants ;
- Réunion de coordination et présentation de l'équipe ;
- Atelier de lancement le 11 août avec 35 participants .
- Réalisation des revues documentaires et entretiens auprès des différents départements ministériels ;
- Conception d'un site web (et d'une application mobile) ;
- Collecte de données à travers un sondage auprès de 1100 citoyens dans tout le pays ;
- Analyse des données.
- Sondages auprès de 1100 citoyens dans tout le pays ;
- Analyse des données avec les bénévoles
- Reporting et restitution.

Illustrations/Photos



Figure 4: Présentation du rapport BAROCI au public le 8 avril 2022



Figure 5: Résultat du sondage sur la pertinence et l'efficacité des velirano visible sur le site web

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

Output ou réalisation		Cible	Valeur réelle	Livrables
Mise en place site web et application mobile	Recrutement prestataire de service	1	1	Contrat de prestation
	Site Web	1	1	www.baroci.org
	Application mobile	1	1	Playstore Baroci
Sondages perception citoyenne sur 23 régions	Recrutement enquêteurs bénévoles	20	9	Sondages des enquêteurs_ Rapport final Baroci
	Sondages sur application mobile	1100	1104	www.baroci.org Playstore Baroci
Atelier OSC's par thématique	Environnement	30	24	Fiche de presence
	Gouvernance	30	15	
	Economie	30	13	
	Sociale	30	18	
Rapports	Rapport note d'avancement	2	2	Note d'avancement
	Rapport narratif et financier	1	1	Rapport narrative et financier
	Rapport final	1	1	Rapport final destiné au public https://baroci.org/uploads/documents/BAROCI-Rapport-final-2022-VF-6267f9b0d9d9f.pdf

Avancement du projet : Projet clôturé en bonne et due forme



1.1.3 STEF

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juillet 2020-Août 2022
<u>Titre du projet</u>	Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID19
<u>Logo du projet</u>	 <p><i>Suivi de la Transparence et de l'Effectivité des Fonds alloués aux réponses à la COVID-19</i></p>
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	<u>Demandeur principal:</u> MSIS Tatao <u>Co-demandeurs:</u> ONG Ivorary, TI-MG, CCOC, ONG Hltsy, OIMP, MSIS Tatao, ONG Tolotsoa, ONG Ravintsara
<u>Montant du financement (Euros)</u>	250 000 Euros
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Union Européenne
<u>Zones d'intervention</u>	Couverture Nationale
<u>Bénéficiaires du projet</u>	<ul style="list-style-type: none">• Les ministères et institutions concernés par les allocations liées au Covid19 ;• Les organisations de la société civile nationales ;• Les OSC décentralisées (districts et communes) ;• Les médias ;• Les citoyens.
<u>Contexte :</u>	<p>Comme la majorité des pays dans le monde, Madagascar n'a pas été épargné par la pandémie du Covid-19 qui s'est propagé sur le territoire national surtout durant les deux années 2021 et 2022. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sanitaire le 21 mars 2020⁴ : les frontières ont été fermées et les 03 villes d'Antananarivo/Analamanga, Toamasina/Atsinanana et Fianarantsoa/Haute Matsiatra placées en confinement, entraînant un fort ralentissement économique avec la fermeture de plusieurs entreprises et la mise en chômage partiel ou technique de milliers d'employés.</p> <p>Le secteur informel a également subi un grand coup car les petits commerçants de rue, les tireurs de pousse-pousse, les lavandières, etc. ont dû arrêter leur travail ou l'ont fait à mi-temps. Parallèlement aux mesures sanitaires pour lutter contre la pandémie, l'Etat a dû prendre des mesures économiques et sociales d'accompagnement des entreprises et de la population en reportant, entre autres, le paiement des impôts et en mettant en place des appuis pour certaines catégories de la population (chauffeurs detaxis, chauffeurs et receveurs de bus, laveuses...).</p> <p>Si la lutte contre le covid-19 a nécessité une mobilisation de tous, dans l'urgence, la société civile</p>



était aussi consciente du haut niveau de risques de détournement et d'utilisation inadéquate des fonds durant cette période délicate. A ce titre, la société civile s'est mobilisée et s'engagé pour mettre en place un mécanisme de suivi de ces fonds, de la planification à l'allocation et jusqu'à leur utilisation à travers le projet STEF.

Objectifs du projet

Objectifs généraux :

Le projet STEF contribue à deux principaux objectifs :

- Les fonds alloués à la mise en œuvre des réponses de l'Etat à la pandémie sont gérés de manière transparente et atteignent leur destination/bénéficiaires.
- Les OSC travaillant dans la gouvernance des finances publiques sont mobilisées pour mettre en place des mécanismes de suivi de la transparence et de l'efficacité de l'utilisation des budgets de l'Etat.

Objectif spécifique

Le projet STEF vise à ce que « Les OSC soient renforcées pour assurer un suivi efficace de la transparence et de l'effectivité des ressources financières allouées aux plans et actions publiques de réponses à la pandémie COVID-19 »

Pour atteindre cet objectif, les OSC doivent agir aussi bien au niveau national que sur le terrain, c'est-à-dire, au niveau régional, des districts, communes jusqu'aux Fokontany et faire connaître à l'Etat, aux partenaires et parties prenantes et surtout aux citoyens/communautés les résultats de leur suivi. Ainsi, l'atteinte des trois résultats ci-après est ciblée par ce projet.

Résultats attendus :

ES1 : Les OSC sont renforcées dans le suivi de l'effectivité des décisions stratégiques & instruments

& Marchés Publics liés au COVID-19 au niveau national.

ES2. Les OSC locales (district, commune et Fkt) et les citoyens s'impliquent avec efficacité dans le suivi-observation de la transparence et l'effectivité des fonds/ressources COVID-19 dédiés aux services pour les usagers/ bénéficiaires.

ES3- Les OSC s'engagent dans l'éducation des citoyens et acteurs sur les enjeux de la transparence de la gestion des finances publiques (Rôles/actions de OSC).

Détails des activités :

- Veille informationnelle et monitoring média sur les informations médiatiques, juridiques et institutionnelles concernant le Covid19
- Suivi des Marchés Publics
- Campagne de plaidoyer au niveau national accompagnée d'interpellation et de dénonciation
- Suivi-observations des plans/actions de réponses en matière de santé, de sécurité, des initiatives économiques, financières et de protection sociale
- Suivi-observations des subventions communales
- Suivi-observation des actions des CLF et des distributions des aides/vivres aux vulnérables au niveau FKT



- Suivi-observation des bénéficiaires par appel téléphonique grâce à un centre d'appel
- Mise en place d'un mécanisme de signalement via les Numéros Verts (Rapport de suivi)
- Travaux d'investigation et production d'articles/reportages à travers la revue Malina
- Conception et édition des bulletins d'information
- Réalisation d'émissions radios et télé avec les médias nationaux et locaux
- Intervention dans les émissions radios et tvs populaires
- Organisation de débat tv
- Elaboration de manière participative d'un plan d'éducation et de communication avec les OSCs jeunes
- Formation des OSCs jeunes à la mise en œuvre de la campagne

Illustrations/Photos



Figure 6: Annonce du débat télévisé sur le Fonds Souverain Malagasy

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

- Production de sept (07) bulletins
- Plaidoyer effectif pour la mise en place d'un comité de pilotage (pour plus de concertation)
- Monitoring medias.
- Dépôt d'une lettre de dénonciation auprès du PAC concernant les infractions constatées par la Cour des Comptes s'agissant de la gestion des fonds alloués à la Covid19.

Avancement du projet :

- Projet bouclé définitivement au mois d'Août 2022 après l'atelier de capitalisation et dépôt du rapport final auprès de l'Union européenne.

1.1.4 HAVORIA

Période de mise en œuvre

Octobre 2022 à Février 2023



<u>Titre du projet</u>	Havoria Séminaire de la société civile (2^{ème} édition)
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Les OSC membres de HAVORIA (MSIS TATAO, TI-MG, ILONTSERA, ONG TOLOTSOA, CNFM, SAFIDY, MOUVEMENT ROHY)
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	129 365 000,00 Ariary
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Ambassade de France, Délégation de l'Union Européenne, FANAINGA
<u>Zones d'intervention</u>	Analamanga
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Citoyens, OSC et les institutions publiques
<u>Contexte :</u> <p>Parmi les piliers du système national d'intégrité (SNI), la société civile tient un rôle important dans le maintien de la démocratie à Madagascar. Elle collabore avec les institutions de la République à travers les espaces de concertation. Dans l'objectif d'établir un espace de concertations, de discussions, d'échange d'expériences, d'interpellations et de propositions concernant le processus décisionnel pour le développement, la société civile s'est appropriée de l'organisation d'un séminaire dénommé HAVORIA.</p> <p>En 2021, Havoria a abordé les thématiques de l'accès à l'information, les espaces de participation et la protection des défenseurs de droits humains. Elle a permis de mobiliser les institutions de la République et les partenaires techniques et financiers. Pour la deuxième édition, pour l'année 2022, Havoria reprend les mêmes thèmes tout en tentant une nouvelle approche à l'exemple du Partenariat Gouvernement Ouvert (PGO) et de l'introduction de la thématique Élection.</p> <p>Dans cet esprit, le comité d'organisation entend renforcer la collaboration avec les ministères stratégiques concernés par les thématiques du séminaire. Le séminaire se tiendra ainsi en Novembre 2022, pour coïncider à la deuxième session ordinaire de l'Assemblée Nationale. En plus d'aborder les quatre thématiques, il s'agira également de mettre en avant les projets et actions des organisations de la société civile.</p>	
<u>Objectifs du projet:</u> Objectif général : L'objectif global du séminaire est de rassembler et fédérer toutes les organisations de la société civile pour constituer un vecteur de changement positif dans l'amélioration des droits	



fondamentaux des citoyens qui constituent le levier du développement du pays.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Créer un espace de dialogue et d'interaction en vue de partager les expériences et bonnes pratiques entre les OSCs dans la promotion des droits des citoyens.
- Constituer une force de proposition et d'interpellation non négligeable dans le processus d'élaboration des politiques publiques ainsi que dans leur mise en œuvre.

Résultats attendus :

A l'issue du séminaire, il est attendu que :

- Une meilleure appropriation de leur droit à l'information par les citoyens ;
- Les espaces de concertation et de décision sont plus accessibles pour les citoyens ;
- Les défenseurs des droits de l'homme sont protégés légalement dans l'accomplissement de leurs missions ;
- Les parties prenantes discutent et s'échangent sur les enjeux du processus électoral de 2023 dans l'objectif d'établir un environnement sain et propice à des élections crédibles, intègres et acceptées par tous.

Détails des activités :

L'ONG IVORARY a assuré la coordination générale des activités et la gestion administrative et financière. Elle est également chargée du lead des activités du volet 1.

Volet 1 : Accès à l'information

- Recrutement d'un consultant "Inventaire des initiatives de digitalisation et état des lieux adhésion Madagascar PGO"
- Atelier de restitution et établissement d'un plan d'action pour l'adhésion de Madagascar au PGO ;
- Organisation de barcamps citoyens et barcamps des acteurs sur l'éducation aux médias et à l'information ;

Volet 2 : Accroître la participation des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec handicap aux espaces de concertation

2.1 : Renforcer le plaidoyer pour l'implication des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicap dans les structures locales de concertation

- Production d'émissions radiophoniques et diffusion dans les chaînes locales et nationales ;
- Production d'une conférence débat télévisées sur la participation des jeunes et des femmes au niveau des structures locales de concertation ;
- Atelier d'élaboration des stratégies de plaidoyer sur l'adoption de la loi pour la participation des femmes en politique et dans le processus décisionnel ;

2.3 Organiser un atelier de plaidoyer pour la mise en place du Conseil Economique Social et



Culturel (CESC)

- Atelier de plaidoyer pour la mise en place du CESC ;
- Emission débat télévisé sur la mise en place du CESC ;

Volet 3 : Protection des lanceurs d'alerte et des défenseurs des droits humains

- Recrutement d'un consultant en charge de l'élaboration des stratégies de plaidoyer pour l'adoption de la loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte ;
- Collecte de signature, pétition, pour l'adoption de la loi ;
- Emission débat télévisée sur les enjeux de la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte à Madagascar ;
- Reportage vidéo pour la compilation des cas de représailles et intimidation des DDH et LA ;
- Diffusion de la vidéo auprès de l'Université d'Antananarivo suivi d'une conférence débat et partage des jeunes défenseurs des droits humains.

Volet 4 : Améliorer l'environnement électoral

- Atelier d'initiation pour la concertation en vue d'améliorer l'environnement et lois électorales
- Emission débat télévisé sur le rôle des parties prenantes dans la garantie d'une élection crédible et acceptée par tous.



Illustrations/Photos



Figure 7: Stand-exposition au Parvis Analakely



Figure 8: Conférence-débat sur l'accès des femmes, jeunes et personnes vivant avec un handicap aux SLC



Figure 9: Barcamp sur l'éducation aux médias et à l'information

Avancement du projet : Les activités sont réalisées à 80%.

Prochaines activités :

- Suivi et réalisation des activités restantes du volet 1 notamment la mission de la consultante en charge de l'inventaire des initiatives de digitalisation ;
- Organisation de l'atelier de restitution ;
- Organisation de l'atelier de plaidoyer pour l'adoption de la loi sur la représentation des femmes aux postes de décision à Madagascar ;
- Organisation de l'atelier des parties prenantes sur l'amélioration de l'environnement électoral.



1.1.5 TANINJANAKA

<u>Période de mise en œuvre</u>	Novembre 2022 à Avril 2023
<u>Titre du projet</u>	Ho an'ny Taninjanaka
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	ONG Tolotsoa, TI-MG, Green N Kool, CCOC
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	83 374 000 Ariary
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	UK Embassy
<u>Zones d'intervention</u>	National
<u>Bénéficiaires du projet</u>	<ul style="list-style-type: none">• Jeunes citoyens, particulièrement les jeunes universitaires• Femmes et groupes minoritaires• Société civile• Electeurs
<u>Contexte :</u> <p>Globalement, une baisse de la participation citoyenne a été constatée à Madagascar. Le taux de participation aux élections présidentielles de 2018 était à 48,09%¹, s'il était encore à 80% en 1989². Parmi les principales raisons de cette déclinaison de la participation au processus démocratique figure le manque de confiance des citoyens du fait de la persistance de la corruption, de la faible réalisation des promesses électorales et de la difficulté d'accès à l'information fiable. En outre, durant la mise en œuvre du projet BAROCI visant à mesurer la perception citoyenne par rapport aux réalisations des promesses électorales, environ 40% des informations demandées durant les enquêtes n'ont pas été mis à disposition, toujours à cause de la faiblesse de l'accès à l'information à Madagascar.</p> <p>Par ailleurs, la majorité des médias à Madagascar sont influencés par les politiciens, et nombreux sont ceux qui diffusent de la fausse information non vérifiée ou partagée délibérément à des fins de manipulation et de diffamation, de telle sorte que l'intérêt des citoyens à la vie publique et politique a également régressé. Ainsi, l'ONG Ivorary a décidé de mettre en place une webTV à travers le projet « Ho an'ny Taninjanaka » qui s'engagera à mobiliser les jeunes, femmes, la société civile et les électeurs dans la participation citoyenne active, à leur fournir des informations fiables sur divers thématiques ainsi qu'à promouvoir les initiatives de développement dans les différentes</p>	

¹ CENI, 2018 (taux de participation au second tour)

² Rapport technique de l'observatoire des élections « SAFIDY », 2019



communautés.

Objectifs du projet :

L'objectif du projet est de développer des émissions visant à accroître la participation des citoyens aux débats politiques dans le but d'influencer le résultat des prochaines élections. Les citoyens, en particulier les jeunes, seront mieux informés sur les thématiques impactant leur vie quotidienne telles que les réformes de l'éducation, l'accès à la justice, la corruption et l'impunité, l'intégrité électorale, la déforestation, la participation des femmes en politique, le financement des campagnes électorales, la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte.

Résultats attendus :

R.A1: Un consortium d'OSC et de parties prenantes est formé afin d'identifier une liste de six (6) problèmes spécifiques à prioriser

R.A2: Un partenariat avec diverses parties prenantes, telles que les universités, influenceurs ainsi que le secteur privé est établi

R.A3: Les communautés marginalisées participent activement aux débats publics en lien avec les ODD

R.A4: Un concours d'art oratoire dénommé "Jeune Président" ciblant des étudiants des six (6) provinces est lancé

R.A5: Cinq (5) émissions seront produites dans le cadre de la webTV

R.A6: Un système de suivi-évaluation de la webTV est mis en place

Détails des activités:

R.A1: Un consortium d'OSC et de parties prenantes est formé afin d'identifier une liste de six (6) problèmes spécifiques à prioriser

A.1.1: Le consortium définira la vision, la mission et les principales thématiques prises en compte par la webTV

A.1.2: Les OSC du consortium mettront en commun leurs équipements et personnes ressources, et développeront un plan de communication

A.1.3: Un consultant sera recruté afin de former l'équipe communication dans la conception et la production d'émissions audio-visuelles

R.A2: Un partenariat avec diverses parties prenantes, telles que les universités, influenceurs ainsi que le secteur privé est établi

A.2.1: Une collaboration avec les influenceurs des réseaux sociaux, les universités locales et d'autres OSC sera établie

A.2.2: Des partenariats avec le secteur privé seront mis en place

R.A3: Les communautés marginalisées participent activement aux débats publics en lien avec les ODD

A.3.1: Une plateforme d'OSC identifiera les thèmes permettant d'influencer les débats politiques et cibler les communautés marginalisées dans trois (3) régions (Analamanga, Atsimo-Andrefana et Sava)



A.3.2: Six (6) débats politiques (deux pour chaque région) seront lancés en partenariat avec les universités

A.3.3: Les débats seront enregistrés et diffusés à travers les chaînes de la webTV

R.A4: Un concours d'art oratoire dénommé "Jeune Président" ciblant des étudiants des six (6) provinces est lancé

A.4.1: Le consortium définira le règlement du concours

A.4.2: Un consultant local sera recruté dans le but de former les étudiants des six (6) provinces dans l'art de la prise de parole en public et renforcer leur capacité à s'engager dans la politique

A.4.3: Un appel à manifestation d'intérêt sera lancé dans les universités

A.4.4: 12 candidats (2 par province) seront sélectionnés pour soumettre leurs vidéos

A.4.5: Le final du concours se tiendra à l'université d'Antananarivo

R.A5: Cinq (5) émissions seront produites dans le cadre de la webTV

A.5.1: Trois (3) moniteurs média seront recrutés et former afin de réaliser un suivie et une veille informationnelle sur les thèmes de la gouvernance, l'économie, l'environnement, le social et la culture.

A.5.2: L'information médiatique liée aux cinq thèmes sera analysée et servira de base pour les émissions de la web TV

A.5.3: Chaque membre du consortium concevra une émission sur chacun de cinq thèmes

R.A6: Un système de suivi-évaluation de la webTV est mis en place

A.6.1: Le consortium résumera les achèvements de la web TV et proposera des recommandations d'actions faisant suite à chaque émission

Illustrations/Photos



Figure 10: Equipe communication du consortium d'OSC ayant participé à la formation sur la conception et production d'émissions

Avancement du projet :

L'identité visuelle ainsi que les grandes lignes de la webTV ont été définies vers le début de mise en œuvre du projet. La formation de l'équipe communication en conception et production audiovisuelle a également été réalisée du 5 au 8 décembre 2022. Le consortium réunit les vidéos



pouvant être diffusées sur la web TV et met en place progressivement les chaînes de diffusion.

Prochaines activités :

- Production et diffusion de 12 émissions sur les cinq (5) thèmes ;
- Etablissement de partenariat avec les différentes parties prenantes et organisation des débats politiques dans les universités ;
- Formation des jeunes universitaires sur l'art de prise de parole en public et l'engagement citoyen ;
- Organisation du concours d'art oratoire pour les jeunes.

1.1.6 MEL

<u>Période de mise en œuvre</u>	Novembre 2022 à Juin 2023
<u>Titre du projet</u>	Mieux évaluer pour Mieux Légiférer (MEL)
<u>Logo du projet</u>	Au moment de la rédaction du rapport, le logo du projet n'a pas encore été élaboré.
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	<ul style="list-style-type: none">– Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) ;– Alliance Stratégique des OSC de l'éducation.
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	31 600 000 MGA
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Ambassade de France – Service de Coopération et des Actions Culturelles (SCAC)
<u>Zones d'intervention</u>	National
<u>Bénéficiaires du projet</u>	<ul style="list-style-type: none">– Ministère de l'Éducation Nationale (MEN)– Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP)– Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique (MESUPRES)– Parlement, Assemblée Nationale
<u>Contexte :</u> <p>L'application de la loi est un enjeu de taille à Madagascar. Le pays entreprend assez souvent des réformes et vient à réviser ou à élaborer de nouvelles lois sans pour autant arriver à l'implémentation des mesures réglementaires. L'inflation normative est caractéristique des pays ne disposant pas assez d'éléments d'informations pour décider des meilleurs mesures réglementaires.</p> <p>S'agissant du secteur de l'éducation à Madagascar, la législation en vigueur a été peu appliquée. Il en va de même pour le plan sectoriel de l'éducation (2018-2022). En vue des nouvelles perspectives, la loi n°2008-011 portant modification de la loi n°2004-004 du 26 Juillet 2004 portant orientation générale du système éducatif à Madagascar, a été modifiée. Celle-ci a été adoptée par le</p>	



Parlement et déposé devant la HCC pour contrôle de constitutionnalité. Le projet de loi comporte près de 14 principales réformes et 46 renvois vers les textes réglementaires. Le processus de rédaction de ces textes doit répondre aux mêmes règles de la légistique.

D'autre part, l'instruction d'une étude d'impact, pratique inspirée des pays anglo-saxons apportent un certain nombre d'avantages dont la réduction de l'inflation normative et la prise de décision éclairée sur la base d'éléments probants. A ce titre, l'ONG Ivorary en collaboration avec le CCOC et l'alliance stratégique des OSC de l'éducation souhaitent appuyer les trois ministères de l'éducation dans l'opérationnalisation et l'appropriation de la nouvelle législation par les acteurs.

Objectifs du projet:

Le projet « Mieux évaluer pour Mieux Légiférer » vise à réaliser une étude d'impact des réformes apportées par le projet de loi N°009/2022 du 15 juin 2022 portant orientation du système éducatif à Madagascar.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Évaluer l'impact de la loi sur la réglementation ;
- Estimer les incidences des réformes en termes de coûts et d'avantages sur les plans social, économique et financier.

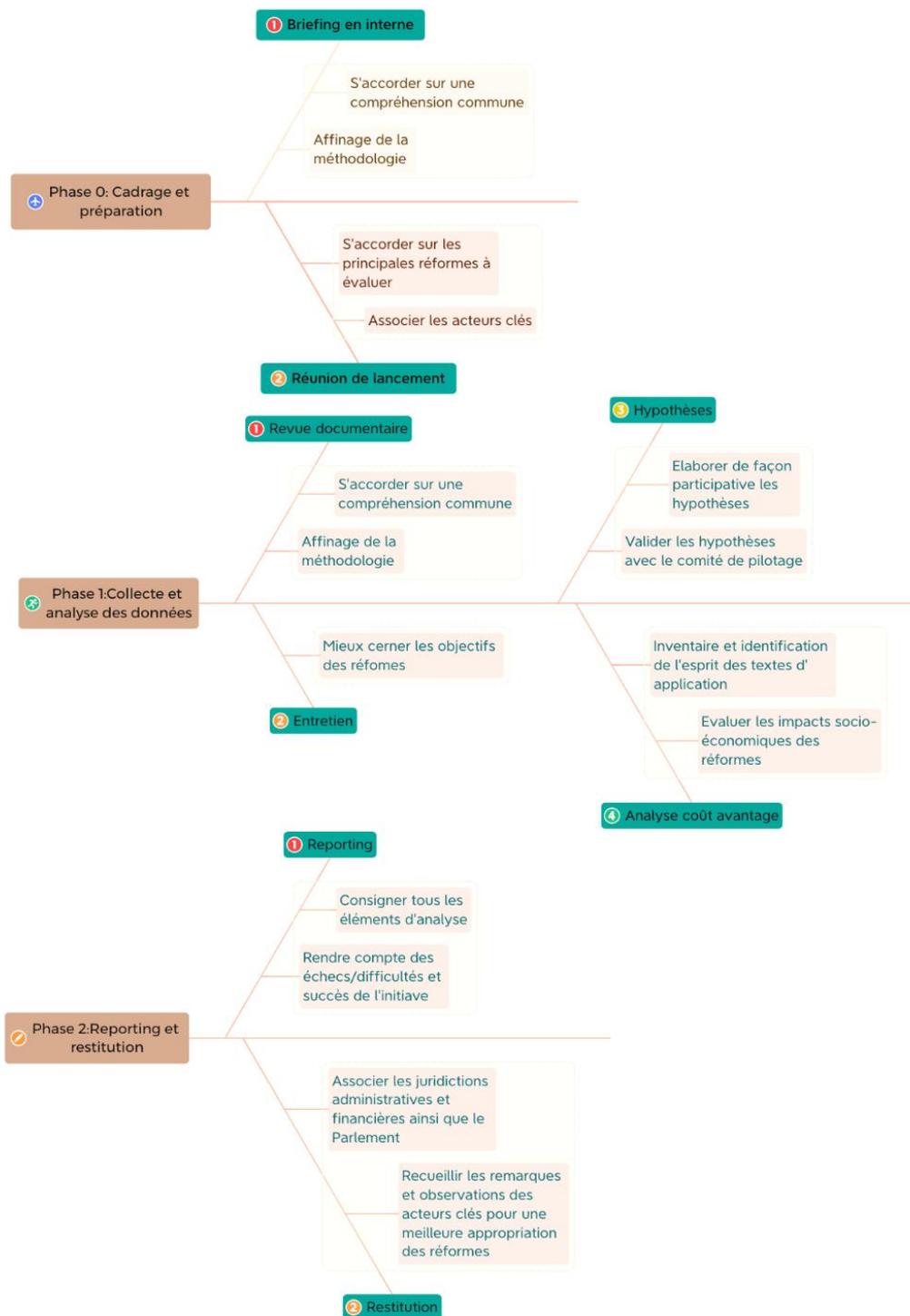
Résultats attendus:

A l'issue de ce projet, il est attendu que :

- Les impacts réglementaires, socio-économiques des réformes apportées par le projet de loi sont évalués.
- Le Parlement ainsi que l'Exécutif envisagent et adoptent la réalisation d'une étude d'impact socio-économique associé à une loi comme étant obligatoire.



Détails des activités





Illustrations/Photos



Figures 11, 12 et 13: Membres de l'Alliance stratégique pour l'éducation associés dans le projet

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART) :

- Au moins trois (03) réformes évaluées dans les trois secteurs de l'éducation avant la fin de l'année 2023 ;
- Au moins trois (03) textes d'application prêts à être adoptés avant la fin de l'année 2023 ;



- Le Parlement envisage l'introduction de la nécessité d'une étude d'impact socio-économique dans l'élaboration des textes de lois.

Avancement du projet :

Le projet a été initié en novembre 2022. Un accord de consortium entre l'ONG Ivorary et le CCOC a été élaboré et en cours de signature. Un draft de note méthodologique a été élaboré. Une première approche du Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) a été réalisée ainsi qu'une séance de sensibilisation auprès de l'alliance stratégique de l'éducation ainsi qu'à certains PTF de l'éducation (UNICEF et AFD).

Prochaines activités :

Etapas	janvier				Fevrier				Mars				Avril	
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2
Phase 0: Cadrage et préparation														
Etape 1: Briefing de l'équipe d'analystes		■												
Etape 2: Réunion de lancement				■										
Visite de courtoisie auprès des 3 ministères				■										
Livraison de la note méthodologique				■										
Phase 1: Collecte et analyse des données														
Etape 1: Revue documentaire		■	■											
Etape 2: Entretien			■	■										
Etape 3: Elaboration et validation des hypothèses				■	■									
Séance de validation avec l'équipe technique des hypothèses						■								
Etape 4: Analyse des coûts avantages						■	■							
Phase 2: Reporting et restitution														
Etape 1: Reporting									■	■				
Livraison du rapport provisoire												■		
Etape 2: Restitution											■			
Affinage du rapport												■	■	
Livraison du rapport final														■
	Dates jalons													
	■ Réunions techniques et réunion du comité de pilotage													
	■ Livraison des livrables													



1.2 Missions

1.2.1 Contrôle citoyen des actions publiques pour le projet OBS MADA

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juin 2021 – février 2022
<u>Titre de la mission</u>	OBS-MADA Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisée Résultat 2 : Mise en place du CCAP (Contrôle Citoyen des Actions Publiques)
<u>Logo</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	PNUD, MSIS Tatao, ONG Ravintsara, AIM, Alliance Voahary Gasy, Observatoire SAFIDY, Studio Sifaka
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	85 000 USD
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	United Nations Peace building Fund
<u>Zones intervention</u>	Grand Sud de Madagascar (Menabe, Haute Matsiatra, Ihorombe, Atsimo-Andrefana, Anosy, Androy)
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Jeunes et OSC des jeunes au niveau des communautés
<u>Contexte :</u> A Madagascar, les communautés et particulièrement les jeunes, qui voudraient s'engager en faveur de la consolidation de la paix sont souvent dans l'impuissance. Ils se retrouvent paralysés par peur de représailles s'ils agissent au détriment des intérêts des acteurs influents qui contrôlent les pouvoirs décisionnel et économique. Par conséquent, et malgré les ressources déployées, les risques de conflits persistent. Toutefois, cet objectif est difficilement atteignable si la population n'est pas associée à ce processus en tenant compte de leurs besoins, mécontentements et frustrations par rapport à la gestion des affaires publiques en général. A cela s'ajoute la pratique généralisée de la corruption au niveau des différents services administratifs, la manque de transparence venant aggraver la précarité des conditions économiques et sociales de la population, le manque de redevabilité des institutions, l'absence des jeunes dans la prise de décision politique, l'absence de participation des jeunes, absence de ressources des jeunes. En réponse à ces défis, le Système des Nations Unies, représenté par le PNUD et l'ONG MSIS-TATAO, dans le cadre de ce projet ont assemblé leurs efforts pour renforcer le leadership des	



jeunes, notamment en accompagnant le réseau de jeunes « SAFIDY ». Ce réseau d'envergure nationale qui représente plus de 7000 jeunes-OSC dont 45% des filles est un levier de participation et de leadership de jeunes en tant qu'acteurs de changement pour la consolidation de la paix. L'ONG IVORARY a assuré la mise en œuvre du contrôle citoyen des actions publiques.

Objectifs de la mission

- Prioriser les thématiques des actions publiques à contrôler en associant les jeunes, les femmes et les différents acteurs de développement ;
- Mettre en œuvre le contrôle citoyen des actions publiques de façon à prévenir les conflits au sein de la société

Résultats attendus:

- Les observateurs CCAP sont aptes à conduire le CCAP au niveau des services publics qui leur sont assignés ;
- Les observateurs se sont appropriés de l'utilisation des outils, guide et manuel thématique CCAP ;
- Les observateurs sont aptes à travailler en équipe pour la conduite du CCAP ;
- Les observateurs titulaires sont aptes à dispenser la formation CCAP à leur binôme et à leur transmettre les directives ;
- Les observateurs se sont appropriés le mécanisme de remontée des données et de suivi des activités .

Détails des activités 250 mots max

1. Elaboration des outils/guide de formation de CCAP :

- Inventaire des outils existants au niveau national et international
- Atelier de capitalisation des acquis nationaux/internationaux notamment l'ECB7 et le BOP27 déjà appliqués et éprouvés par MSIS-Tatao.
- Elaboration des outils/guide Tafita de formation d'un CCAP pour chaque région
- Atelier de restitution et de validation des outils/guide de formation d'un CCAP

2. Formation des jeunes observateurs CCAP au niveau régional :

- Formation des formateurs sur la méthodologie de mise en œuvre du CCAP et l'utilisation des outils et guide élaboré ;
- Réalisation d'un test du CCAP au niveau d'un service administratif à Antananarivo et recueil des remarques et recommandations d'amélioration des participants;
- Répartition des formateurs par région et planification des descentes pour la formation des observateurs et le suivi de la mise en œuvre du CCAP



Illustrations/Photos



Figures 14 et 15: Formation des observateurs à Morondava – février 2022

Impacts du projet

Output ou réalisation	Indicateur : au moins deux indicateurs par output, diversifiés	Cible : la mesure du succès, ce que vous devez accomplir	Valeur réelle	Notes ou commentaires
Produit 2.1 : Thématiques des actions publiques à contrôler définies par les jeunes et les différents acteurs de développement	Nombres de thématiques régionales priorisées et couvertes par le CCAP	19	19	
	Nombre de jeunes sensibilisés/formés sur les principes du CCAP par rapport aux thématiques cibles	1350	1638	
Produit 2.2 : Contrôle des actions publiques mises en œuvre	Manuel thématique de CCAP	5	5	
	Nombre de jeunes formés sur l'outil CCAP Tafita	540	ND	Nombre total à confirmer avec SAFIDY

Avancements de la mission et prochaines activités :

La mission de l'ONG IVORARY a pris fin en début Mars 2022. Elle a tout de même participer aux activités impliquant les différents partenaires de mise en œuvre notamment l'atelier de capitalisation réalisé en Avril 2022 et en 2023 l'atelier de clôture et de capitalisation.

1.2.2 Unlocking girl's potential pour la Banque Mondiale

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juin 2022 à Novembre 2022
<u>Titre du projet</u>	Unlocking girl's potential: challenges and opportunities for women's and girl's empowerment in Madagascar
<u>Logo du projet</u>	Néant



<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Ong Ivorary Madagascar
<u>Montant du financement</u>	30 000 USD
<u>Baillleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	World Bank Organization
<u>Zones d'intervention</u>	<ul style="list-style-type: none">• Capitale Antananarivo ;• Région Sofia, District Mandritsara ;• Région Atsimo-Atsinanana, District Vangaindrano;
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Les femmes et jeunes filles malgaches sont les acteurs visés par l'étude qualitative en matière de formation familiale, d'accès aux services de santé, d'éducation et d'insertion professionnelle à Madagascar.
<u>Contexte :</u> <p>Le rapport <i>Global Database on Violence against Women – Madagascar</i> publié par l'Union Nations Women en 2017, relève que 30% des femmes subissent une forme de violence sexiste, et ce taux ne cesse d'augmenter. La même année, 38.8% des femmes seulement utilisent des méthodes modernes de contraception. A Madagascar, l'USAID relève que seulement 38% des accouchements sont réalisés dans des centres de santé et l'avortement clandestin demeure courant.</p> <p>Depuis près de 20 ans, Madagascar tente de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles. Dans le cadre de l'Objectif 5 de Développement Durable 2015-2030 des Nations Unies, la Politique Nationale pour l'Égalité Femmes-Hommes est actuellement en cours de gestation.</p> <p>Malgré les mécanismes de Conseil Juridique mis en place, nombreux sont les défis pour combler les lacunes identifiées dans le paysage actuel, en priorité dans les régions les plus vulnérables comme le Sud de Madagascar. Les efforts à fournir restent considérables pour aboutir à la culture de l'égalité femme-homme dans la société malgache en vue de l'émancipation et l'épanouissement des femmes au même titre que les hommes.</p> <p>Une étude quantitative menée par la Banque Mondiale (BM) a permis de mettre en évidence un certain nombre de tendances nécessitant une étude qualitative afin de les expliquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le niveau d'éducation est globalement faible et l'analphabétisme féminin est très répandu. 28% des femmes sont analphabètes, ce chiffre atteignant 56% dans la région AtsimoAndrefana et 54% dans la région AtsimoAtsinanana ;- Un faible accès aux opportunités économiques : 90 % des femmes exercent une activité indépendante contre 86 % des hommes, 87 % de l'emploi des femmes est précaire contre 8 % pour les hommes et seulement 10% des femmes sont des travailleuses salariées contre 14% des hommes ;- Le mariage précoce est très répandu et favorise un taux de fécondité élevé chez les	



adolescents. 40,3% des femmes âgées de 20 à 24 ans sont mariées avant l'âge de 18 ans et 29,6% des filles âgées de 15 à 19 ans ont déjà eu une naissance vivante.

- La violence conjugale constitue un problème grave : 28% de femmes de 15-49 ans actuellement en union ou en rupture d'union ont subi des violences physiques ou sexuelles exercées par leurs maris ou partenaires. 40% des femmes et 28 % des hommes de 15-49 pensent qu'il est justifié qu'un mari batte sa femme dans certaines situations.

Objectifs de la mission

▪ Objectif global:

L'étude qualitative vise à produire des connaissances sur l'éventail des facteurs qui contribuent aux inégalités entre les sexes dans les domaines de l'éducation, de la formation de la famille, de l'emploi et de l'accès aux soins de santé, en accordant une attention particulière sur les adolescentes et les jeunes femmes.

▪ Objectifs spécifiques:

L'étude qualitative tend à identifier :

- les facteurs d'inclusion scolaire et/ou de réinsertion scolaire des adolescentes ;
- les facteurs déterminants des décisions matrimoniales des adolescentes ;
- les aspirations des adolescentes en termes de parcours scolaire et de carrière professionnelle ;
- les causes des disparités de genre en termes d'accès à l'emploi ;
- les facteurs d'influence qui motivent les choix des parents dans l'orientation des trajectoires scolaires et professionnelles des adolescentes ;
- les institutions et les stratégies qui appuient les jeunes femmes dans leurs décisions relatives à l'éducation, au mariage et au travail.

Résultats attendus :

A l'issue de cette mission, il est attendu que :

- un état des lieux sur les besoins et difficultés des jeunes femmes soit établi grâce aux témoignages recueillis sur terrain dans les régions ciblées ;
- les résultats collectés et codifiés permettent d'établir une typologie des causes de précarité des femmes dans les thématiques abordées, et les comparer entre les régions ;
- les défis et opportunités des jeunes femmes en matière d'éducation, de formation de la famille, et de l'insertion professionnelle soient restitués par région;



Détails de la mission :

Dans le but d'influencer positivement les opérations au sein de la Banque Mondiale, la Banque Mondiale mandate l'ONG Ivorary pour mener une étude qualitative visant à collecter les données expliquant les écarts entre les sexes en matière d'éducation, de formation de la famille, d'accès aux services de base mais également d'accès aux opportunités économiques.

Les régions Sofia et Atsimo-Atsinanana ont été retenues pour la collecte des données qualitatives en fonction des paramètres suivants :

- *importance de l'écart entre les sexes en matière d'alphabétisation et d'accès à l'étude secondaire, et ;*
- *pourcentage élevé de mariage d'enfants.*

Illustrations/Photos

Le contrat de la mission exige la confidentialité des informations. Aucune photo n'est disponible.

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

L'approche qualitative de la mission apporte des explications aux statistiques relevées par le rapport quantitatif publié par la Banque Mondiale sur la thématique concernée. Les résultats obtenus dans le cadre de l'étude qualitative ont été répartis selon les indicateurs suivants :

- *Parcours scolaire aléatoire des jeunes filles ;*
- *Rapport précaire des jeunes femmes au travail ;*
- *Lourdeur des pressions liées au mariage et à la maternité sur les jeunes filles ;*
- *Accès des jeunes femmes aux services de base (santé, VBG).*

1.2.3 Elaboration du code de conduite des agents du MEDD

<u>Période de mise en œuvre</u>	<u>Début de la mission</u> : Février 2022 <u>Fin de la mission</u> : en attente de l'atelier de validation
<u>Titre de la mission</u>	Promotion de Code de Bonne Conduite et d'Ethique auprès des Institutions impliquées dans l'application des lois liées au commerce des espèces de faune et de flore.
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	12.600.000 Ariary
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	- TRAFFIC ; - SIDA : Swedish International Development Cooperation Agency
<u>Zones d'intervention</u>	Région Analamanga



<u>Bénéficiaires du projet</u>	- Agents du MEDD ; Organismes impliqués dans l'application de la loi CITES : Ministère de la justice, Douane, Sécurité nationale, Gendarmerie nationale, MEDD
<u>Contexte :</u> Depuis les années 2000, le commerce illégal d'espèces de faune et flore connaît un essor sans précédent à l'échelle mondiale. Madagascar abrite des écosystèmes qui comptent parmi les plus riches et uniques de la planète, représentant à eux seuls 5% de la biodiversité mondiale. A Madagascar comme ailleurs, le trafic transnational de flore et de faune est contrôlé par des groupes criminels organisés et des réseaux bien établis ³ impliqués dans des formes diverses de contrebande et de criminalité. La corruption et le blanchiment d'argent – bien que difficiles à mesurer – apparaissent comme consubstantiels à ces activités clandestines et sont synonymes de pertes financières significatives pour l'Etat avec des conséquences en cascade pour l'environnement, l'économie, la sécurité, la gouvernance et l'Etat de droit. Le Gouvernement de Madagascar a fait de la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages l'une de ses priorités dans le cadre de l'Initiative pour l'Emergence de Madagascar (IEM) en s'engageant à « abolir tout trafic de ressources naturelles, y compris de bois de rose, tortues et autres espèces endémiques de faune et de flore » (voir socle n°1, défi n°10 de l'IEM 2019-2023) Afin de renforcer la lutte contre la corruption relative au commerce illégal des espèces de Madagascar, d'améliorer la gouvernance environnementale en générale, et celle des espèces de faune et flore en particulier, le Gouvernement de Madagascar, à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), avec l'appui technique du Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) et de TRAFFIC ⁴ et le financement de la Coopération Suédoise pour le Développement International (SIDA), prévoit de promouvoir de guide de bonne conduite et d'éthique auprès des acteurs étatiques impliqués dans l'application des lois sur le commerce des espèces de faunes et flores de Madagascar. Le guide éthique vise à assurer l'intégrité, l'honnêteté et le professionnalisme de tous les acteurs, en tout temps lors de l'exercice de leur fonction, il vise aussi à améliorer les relations de travail entre les différents acteurs appelés à collaborer dans ce domaine, pour une meilleure coordination et synergie dans les actions afin d'atteindre les objectifs communs de protéger les espèces endémiques de Madagascar contre les trafics de toutes sortes. Pour ce faire, l'ONG IVORARY a été choisi par l'ONG TRAFFIC, le CSI ainsi que par le MEDD pour élaborer un code de conduite des agents du MEDD et un guide d'éthique pour les institutions impliquées dans l'application de la loi CITES, dont la Douane, la Justice, la Sécurité Publique, la Gendarmerie Nationale et le MEDD.	

³ Madagascar Ministry of Environment and Forests (MMEF). (2014). Madagascar 5th report to the Convention on Biological Diversity. Voir également: Robinson, J.E., Fraser, I.M., John, F.A.V., Randrianantoandro, C., Andriantsimanarilafy, A., Razafimanahaka, J.H., Griffiths, R., and Roberts. D.L. (2018). Wildlife supply chains in Madagascar from local collection to global export. Biological Conservation 226 (2018), 144-152.

⁴ Le réseau de surveillance du commerce d'espèces sauvages, est l'une des principales organisations non gouvernementales travaillant au niveau mondial sur le suivi du commerce d'espèces sauvages dans le contexte à la fois de la conservation de la biodiversité et du développement durable. Nos efforts visent à faire en sorte que le commerce de flore et de faune sauvages ne menace pas la conservation de la nature (<https://www.traffic.org/>)



Objectifs de la mission

La présente mission a pour but d'améliorer la réponse de la justice pénale face à l'exploitation et commerce illégal des espèces sauvages, et ce, par la sensibilisation des acteurs en matière de règles de conduite, d'intégrité, d'impartialité, de loyauté et de compétence lors de l'exercice de leurs fonctions, tout au long de la chaîne pénale.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Elaborer le guide d'éthique pour tous les organismes d'application de la loi ;
- Elaborer le code de conduite du MEDD ;
- Organiser un atelier national pour présenter et finaliser le contenu du guide éthique ;
- Compiler les codes de conduite, et le guide éthique ;
- Développer un module de formation sur l'éthique et le code de conduite ;
- Elaborer des supports de communication pour la sensibilisation des organismes chargés de l'application des lois;

Mise en place du Comité pour l'éthique et la Déontologie (CED) en collaboration avec le MEDEM.

Résultats attendus :

Dans le cadre de cette mission, il est attendu que :

- Un (1) guide d'éthique pour les institutions d'application de la loi CITES est établi ;
- Un (1) code de conduite des agents du MEDD est rédigé ;
- Les agents impliqués dans l'application de la loi CITES sont formés sur le contenu de la loi CITES ;
- Les agents du MEDD dispose d'un code de conduite qui leur est propre ;

Un (1) CED est mis en place au niveau du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Détails de la mission :

1. Elaboration du code de conduite :

- Consultation des acteurs : des entretiens au niveau des agents du MEDD ont été entamés. Et un atelier de consultation de tous les DREDD a été effectué pour ne laisser personne pour compte.
- Rédaction du code de conduite. Le code de conduite a été rédigé en fonction des recommandations faites durant la consultation des acteurs. Une séance de travail a été effectuée avec le DAJC du MEDD et des recommandations du DRH ont été recueillies pour affiner le contenu du code de conduite.

2. Elaboration du guide d'éthique:

- Mise en place du comité d'orientation constitué par un ou deux représentants des organismes qui appliquent la loi CITES (Ministère de la justice, Douanes, Sécurité Nationale, Gendarmerie Nationale, MEDD) et des représentants du CSI et de l'ONG



TRAFFIC.

- Rédaction du draft du guide d'éthique par l'ONG Ivorary
- Recueil des recommandations du comité d'orientation lors d'une réunion de travail sur le contenu du guide
- Rédaction du guide d'éthique: l'équipe de l'ONG Ivorary a procédé à l'affinage du guide en fonction des recommandations recueillies lors de la séance de travail.
- Validation du contenu du guide par le comité d'orientation;
- Mise en page du guide d'éthique. Après validation du contenu du guide d'éthique, l'ONG Ivorary a procédé à la mise en page du guide d'éthique pour faciliter sa lecture.

3. Formation sur le code de conduite et guide d'éthique

- Elaboration du planning de formation
- Conception des supports de formation
- Réalisation des formations

4. Vulgarisation du guide d'éthique

- Réunion de travail sur l'élaboration d'un plan de communication pour la vulgarisation du guide d'éthique. Participants: ONG TRAFFIC, CSI, ONG Ivorary
- Elaboration du plan de communication par l'ONG Ivorary

Prise de contact avec l'Alliance Voahary Gasy pour un futur partenariat pour la vulgarisation du guide d'éthique

Avancement de la mission:

1. Elaboration code de conduite des agents MEDD :
 - Code de conduite rédigé et validé par les agents du MEDD
2. Elaboration guide d'éthique :
 - Guide d'éthique rédigé et mis en page et validé par le comité d'orientation constitué par les points focaux des organismes impliqués dans l'application de la loi CITES (Minjus, Douanes, Sécurité Nationale, Gendarmerie Nationale, MEDD)
3. Vulgarisation du guide d'éthique:

Elaboration du plan de communication pour la formation et la vulgarization du guide d'éthique

Prochaines activités :



1. Atelier de validation du code de conduite et du guide d'éthique

Les deux supports sont actuellement en attente d'une date pour l'atelier de validation. Une date qui doit être accordée par le MEDD.

2. Formation sur le code de conduite et guide d'éthique

- Elaboration du planning de formation
- Conception des supports de formation

Réalisation des formations

1.2.4 Elaboration du plan stratégique de l'antenne de l'UNESCO à Madagascar

<u>Période de mise en œuvre</u>	Mai-juillet 2022
<u>Titre du projet</u>	Rédaction du plan stratégique 2022-2026 de l'antenne de l'Unesco à Madagascar
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Néant
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	9 600 000 MGA
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	UNESCO
<u>Zones d'intervention</u>	Madagascar- Antananarivo
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Antenne de l'UNESCO à Madagascar

Contexte :

Considéré comme étant « une des organisations internationales les plus sujettes à malentendus [...] et à controverses », la mission de l'UNESCO de « contribuer à la paix au moyen de l'éducation, de la science et de la culture », n'a pas l'aspect immédiatement concret et tangible qui caractérise celle de la plupart des autres institutions du système des Nations Unies à l'exemple de l'OMS et la FAO. À l'heure de ses 77 années d'existence, l'UNESCO compte actuellement 195 membres à travers le monde avec 54 pays africains, dont Madagascar.

Officiellement membre de l'UNESCO depuis 1960, Madagascar dispose d'une délégation permanente indépendante avec un ambassadeur accrédité et est actuellement membre de 4 groupes au sein de cette organisation et dont antenne rattachée au Bureau régional pour l'Afrique



de l'Est dans le but de renforcer la collaboration avec l'organisation.

L'ONU à travers ses institutions spécialisées priorise la promotion des relations amicales entre les États et le développement de la coopération internationale en vue de résoudre les problèmes économiques, sociaux et culturels auxquels est confrontée la communauté internationale. Concrètement un plan-cadre de coopération pour le développement commun, cohérent et intégré ; s'alignant aux nouvelles visions et priorités de la grande île d'une durée de trois (03) ans a été défini pour le pays et concomitamment l'antenne devra s'aligner à ce nouveau plan-cadre et d'élaborer une nouvelle stratégie quadriennale pour sa réalisation ainsi que de définir et présenter une nouvelle vision.

Ainsi, l'antenne de l'UNESCO à Madagascar au même titre que les autres antennes de l'UNESCO au niveau de l'Afrique de l'Est, souhaite élaborer son plan stratégique pour la période de 2022-2026, qui va s'aligner aux programmes de l'UNESCO, aux priorités de l'État malagasy, au Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies et pour que les visions et priorités de l'Antenne soient partagées à tous les partenaires techniques et financiers, ainsi qu'aux partenaires (ministères, organisations de la société civile, ...) au niveau national. Le document stratégique sera utilisé pour concevoir une stratégie de mobilisation des ressources.

Objectifs de la mission

Fournir un document de planification stratégique à jour et conforme aux divers documents indispensables à l'organisation dans l'exercice de sa mission tant au niveau national, régional et international.

Plus spécifiquement :

- Disposer d'un document de référence pour guider et régir les principes et actions de l'antenne de l'UNESCO à Madagascar ;
- Faciliter la mobilisation des ressources de l'antenne pour appuyer Madagascar à atteindre les Objectifs du Développement Durable ;
- Renforcer la visibilité de l'antenne de l'UNESCO.

Résultats attendus :

- Les objectifs, cadres et principes d'action de l'antenne sont définis pour les 4 prochaines années
- L'antenne de l'UNESCO à Madagascar est dotée d'un plan stratégique pays aligné avec le Plan cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies, les priorités de l'État malagasy, celles de l'agenda 2063 de l'Afrique, les Objectifs du Développement Durable 2030, les programmes C4 et C5 de l'UNESCO pour le biennium ainsi que les flagships du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien.
- Les partenaires techniques et financiers de l'antenne de l'UNESCO ont une vision claire des interventions et priorités de l'agence.



Détails de la mission :

Le déroulement des activités s'est fait comme suit :

- Des entretiens auprès de chaque secteur d'intervention de l'UNESCO Madagascar ;
- Des séances de travail avec l'ensemble de l'équipe de l'UNESCO Madagascar ;
- La rédaction du Plan stratégique ;
- La validation du Plan stratégique par l'antenne de l'UNESCO à Madagascar puis par le Bureau régional de l'UNESCO à Nairobi

Illustrations/Photos

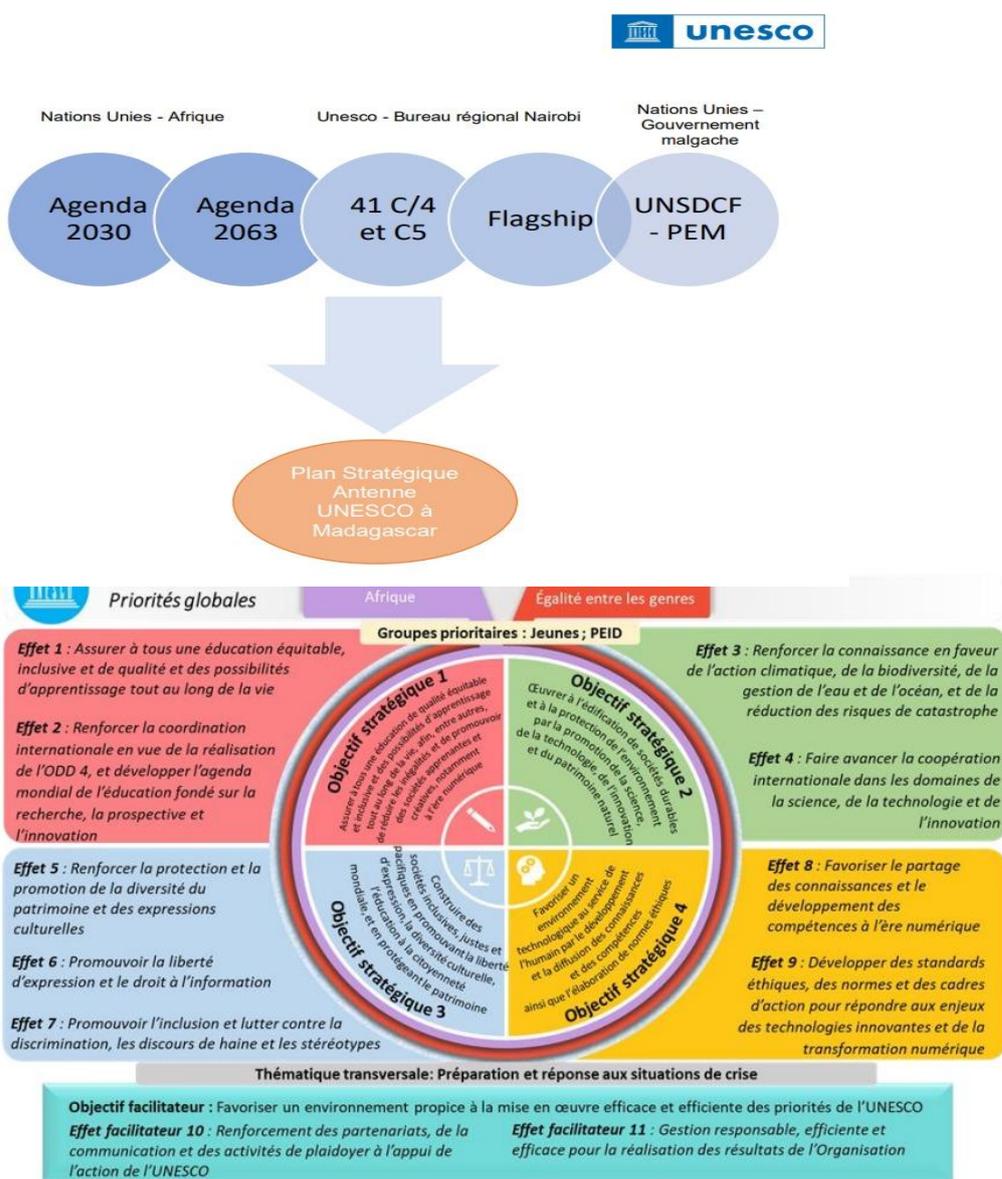


Figure 16: Aperçu du plan stratégique élaboré



Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

- Un plan stratégique élaboré et opérationnel

1.2.5 Formation des bloggeurs et influenceurs sur l'accès à l'information

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juillet 2022
<u>Titre du projet</u>	Formation des bloggeurs et influenceurs pour sensibiliser et vulgariser l'adoption de l'avant-projet de loi accès à l'information
<u>Logo du projet</u>	Néant
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	ONG Tolotsoa
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	UNESCO
<u>Zones d'intervention</u>	Analamanga
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Bloggeurs et influenceurs malgaches
<u>Contexte :</u> <p>Le projet « Appui à une gouvernance démocratique à Madagascar » est mis en oeuvre par le PNUD, le HCDH et l'UNESCO, financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix. Il a pour objectif de contribuer à ce que la gouvernance des institutions démocratiques clefs soit renforcée en transparence, redevabilité, capacité de gestion, inclusion et effectivité. Il propose une approche intégrée articulée autour de deux composantes interconnectées chacune visant à réduire les flux financiers illicites et la corruption endogène qui affaiblissent les institutions de l'Etat et favorisent les grandes disparités économiques tout en alimentant une criminalité organisée de même qu'à renforcer la redevabilité institutionnelle avec comme finalité de restaurer la confiance de la population envers l'Etat afin d'assurer la consolidation de la paix dans le pays. Cela, afin d'atteindre:</p> <p>Résultat 2 : La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat</p> <p>Produit 2.2 : Les capacités techniques et opérationnelles des organes de contrôle et de redevabilité (HCJ, HCDD, Médiature) qui constituent des voies de recours pour la population et qui sont garants de la redevabilité institutionnelle sont renforcées</p> <p>Il a été prévu de mettre en oeuvre les activités :</p> <p>Activité 2.2.6 : Appuyer le processus d'élaboration et la vulgarisation de la loi sur l'accès à l'information</p>	



Dans ce cadre, l'UNESCO a prévu d'organiser une formation pour les créateurs de contenus / influenceurs pour les sensibiliser au projet de loi accès à l'information, les fausses informations et la lutte anti-corruption

Objectif de la mission

Former 10 créateurs de contenus média / influenceurs aux questions liées à l'avant-projet Loi accès information, les fausses nouvelles et sur la lutte anti-corruption

Résultats attendus :

10 influenceurs sont sensibilisés et formés sur les thématiques en rapport avec l'avant-projet de loi accès à l'information, les fausses nouvelles et la lutte anti-corruption

Détails des activités :

La formation s'est tenue le 11 juillet 2022 au Carlton Anosy. Le contenu était le suivant :

- Avant-projet de loi sur l'accès à l'information : introduction, conséquence, impacts pour les citoyens et la société civile
- Lutte contre la corruption : mécanisme nationaux et internationaux, rôle des citoyens et de la société civile
- Lutte contre les fausses informations : impacts de la diffusion de fausses informations, outils, rôle des citoyens et de la société civile

Illustrations/Photos



Figure 17: Participants à la formation sur l'accès à l'information



1.2.6 Elaboration du guide pratique sur l'enregistrement de naissance pour la PFSCE

<u>Période de mise en œuvre</u>	Début de la mission : Octobre 2022 Fin de la mission : En attente de la validation et des ateliers de présentation du guide d'enregistrement de naissance
<u>Titre du projet</u>	“Appui au renforcement de l'enregistrement des faits d'état civil et à la mise en œuvre de la stratégie 2018-2027 du Gouvernement de Madagascar”
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance (PFSCE)
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	2.235.000 Ariary
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)
<u>Zones d'intervention</u>	<ul style="list-style-type: none">- Région Analamanga- Région Atsinanana
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Population et les OSC membres de la PFSCE
<u>Contexte :</u> Dans le cadre du projet « Appui au renforcement de l'enregistrement des faits d'état civil et à la mise en œuvre de la stratégie 2018-2027 du Gouvernement de Madagascar », la Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance avec l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie et de l'Ambassade de France mène une campagne de sensibilisation sur la réforme de l'état-civil. Dans le but d'élaborer un guide pour l'enregistrement de naissance, l'ONG Ivorary a été choisi en ce sens.	
<u>Objectifs de la mission</u> Le guide a été conçu pour informer et sensibiliser la population ainsi que les membres de la société civile sur : <ul style="list-style-type: none">- Les enjeux liés à l'importance de l'enregistrement des naissances ; Les nouvelles dispositions de la réforme de l'état civil suite à la promulgation de la Loi 2018-027 du 08 février 2019 relative à l'état-civil.	



Résultats attendus :

A la fin de la mission, il est attendu que :

- Un (1) guide en version française et en version malgache détaillant les étapes à l'enregistrement de naissance soit élaboré ;

Deux (2) ateliers de présentation officielle du guide soient réalisés au niveau des deux (2) régions cibles.

Détails de la mission :

- Atelier d'élaboration du guide d'enregistrement de naissance de trois (3) jours conviant toute partie prenante (Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère de la Justice, OSC membres de la PFSCE) ;
- Entretiens avec le point focal de la PFSCE en vue de recueillir ses recommandations sur le contenu du guide ;
- Rédaction d'un draft du guide ;
- Réunion de travail pour recueillir les recommandations de la PFSCE et de l'OIF sur le contenu du guide ;
- Révision du guide en fonction des recommandations recueillies ;
- Réunion de travail pour la mise en page du guide

Validation finale du guide par le PFSCE et l'OIF

Impacts du projet (indicateurs objectivement vérifiables/SMART)

La population et les OSC :

- connaissent toutes les étapes de l'enregistrement de naissance ;
- connaissent les réformes apportées par la nouvelle loi sur l'état civil.

Avancement de la mission :

Attente de validation du contenu du guide par l'OIF France

Prochaines activités :

- Séance de travail avec la PFSCE pour la mise en page du guide;

Tenue des deux (2) ateliers de présentation du guide dans la région Analamanga et la région Antsinanana

1.2.7 Protection de jeunes défenseurs des droits humains dans le cadre de Rary Aro Mada

<u>Période de mise en œuvre</u>	Juin-Novembre 2022
<u>Titre du projet</u>	<i>« Mise en place d'un module de formation et d'accompagnement pour l'autoprotection des »</i>



	<i>jeunes défenseurs des droits de l'homme ».</i>
<u>Logo du projet</u>	
<u>Co-demandeurs/Partenaires</u>	Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
<u>Montant du financement (Ariary)</u>	12.000.000 Ariary
<u>Bailleurs/Partenaires Techniques et Financiers</u>	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF)
<u>Zones d'intervention</u>	Antananarivo
<u>Bénéficiaires du projet</u>	Coordonnateurs des Observateurs régionaux Observateurs régionaux Jeunes défenseurs des Droits Humains
<u>Contexte :</u> <p>Le projet Rary Aro Mada - soutien à la protection des jeunes défenseurs des droits humains et consolidateurs de la paix, gage de la paix sociale et de la cohésion communautaire est mis en par l'Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), sous l'égide du Bureau du Coordonnateur Résident de Madagascar, et l'United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), en partenariat avec les Ministères de la Justice, le Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche Scientifique (MESUPRES) et la Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar, (PFNOSCM).</p> <p>Le projet, financé par Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBF) vise à (i) favoriser la contribution active des jeunes, sans aucune discrimination à la consolidation de la paix à travers l'engagement, la formation, la communication et l'encadrement sur la promotion des droits humains et à (ii) renforcer la contribution des jeunes, sans aucune discrimination, à la consolidation de la paix en assurant de manière professionnelle la surveillance des droits humains, à travers des structures organisées et dans un cadre légal et institutionnel sécurisé.</p> <p>Après une première phase de formation en droits humains et en consolidation de la paix qui a permis de cibler près de 400 jeunes, le projet a mis en place les observatoires régionaux qui ont pour mission première de faire le suivi des cas de violation des droits humains dans leurs régions respectives. Afin d'appuyer les jeunes dans la mise en place et l'opérationnalisation des Observatoires aux niveaux national et provincial (Activité 2.1.1.), un renforcement de leur autoprotection est primordial afin de garantir un environnement sécurisé pour ces jeunes</p>	



défenseurs des droits humains (JDDH) œuvrant au sein des observatoires.

A cet effet, l'ONG Ivorary a été sélectionné par l'équipe de la conseillère principale des droits de l'homme pour mettre en place un module de formation et d'accompagnement pour l'autoprotection des JDDH.

Objectifs de la mission

- Élaborer un module de formation et des outils pédagogiques, en malgache et en français, pour les JDDH au sein des Observatoires régionaux ;
- Former les membres des Observatoires régionaux sur l'autoprotection ;
- Concevoir un guide pratique, en malgache, à destination des jeunes, en cas de violation de leurs droits et/ou de mise en danger de leur personne.

Résultats attendus :

- Le contexte sécuritaire des défenseurs des droits humains à Madagascar soit approprié et servira de base dans le cadre de l'élaboration des outils et matériels pédagogiques sur la formation des JDDH sur l'autoprotection.
- Les participants à la formation aient la capacité d'utiliser les méthodes et outils disponibles et sont aptes à élaborer des plans de sécurité personnel et institutionnel et/ou un plan de mitigation spécifique à chaque contexte, événement et scénario
- L'élaboration du guide pratique permettra de donner des recommandations pratiques en termes de gestion de sécurité et de protection de sa personne.

Détails des activités :

- Etape 1 : Réunion de cadrage
- Etape 2 : Rédaction d'une note de recommandation
- Etape 3 : Elaboration du module de formation et des outils pédagogiques
- Etape 4 : Conception du guide pratique
- Etape 5 : Formation des observateurs régionaux



Illustrations/Photos



Figures 18, 19, 20 et 21: Formation sur l'autoprotection des défenseurs des droits humains

Livrables :

- Une note de recommandation pour l'adaptation des manuels pédagogiques au contexte local malagasy ;
- Un module de formation et des outils pédagogiques ;
- Un guide pratique d'autoprotection à l'endroit des jeunes défenseurs des droits humains.

2 Bilan des actions de plaidoyer

2.1 Education

Contexte :

Dans le cadre de l'organisation du sommet mondial de l'éducation, Madagascar a été invité à entreprendre des consultations auprès des jeunes, des OSCs de jeunes et de femmes pour recueillir leur opinion sur cinq principales thématiques, à savoir :

- Des écoles inclusives, équitables, sûres et saines ;



- Apprentissage et compétences pour la vie, le travail et le développement durable ;
- Enseignants, enseignement et profession enseignante ;
- Apprentissage numérique et transformation ;
- Financement de l'éducation.

L'alliance stratégique des OSC de l'éducation en collaboration avec le comité d'organisation du séminaire de la société civile, a donc organisé une conférence-débat sur la pertinence et l'applicabilité de ces réformes, entre les acteurs concernés de près par l'éducation. Cet atelier débat a servi d'état des lieux dans le but de formuler des propositions d'engagement conformément aux cinq thématiques précitées.

Cibles :

- Ministère de l'Éducation Nationale (MEN);
- Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESupReS) ;
- Assemblée Nationale
- Les OSC œuvrant dans l'éducation

Partenaires :

- Ambassade de France
- Fanainga
- Alliance Stratégique
- Havoria

Activités : Conférence-débat sur les « Réformes de la loi d'orientation générale du système éducatif à Madagascar

- Rappel des 10 réformes apportées et des acteurs concernés de près par l'éducation et par la rédaction du projet de loi portant orientation générale du système éducatif ;
- Présentation des résultats du sondage en ligne sur l'avis des citoyens par rapport à ces réformes et dialoguer sur les raisons de leur choix respectif;
- Discussion sur la faisabilité et l'impact des réformes sur le système éducatif malgache ;
- Identifier les difficultés rencontrées par rapport à l'application de la loi n°2008-011 portant orientation générale du système éducatif, les comparer avec le projet de loi de 2021 et proposer des solutions durables à sa mise en œuvre.

Résultats :

- Les avis et recommandations des panélistes ainsi que des citoyens ayant participé au sondage sont pris en compte, notamment par le pouvoir législatif;
- Un plaidoyer pour l'adoption du projet de loi soit effectué;



- Les réformes proposées sont applicables et contribuent à renforcer effectivement le système éducatif à Madagascar;
- Les Ministères concernés de près par l'éducation et l'enseignement, les OSC et les simples citoyens sont continuellement collaboratifs dans l'amélioration du système éducatif à Madagascar.

2.2 Autres actions de plaidoyer

En 2022, à travers la mise en œuvre des différents projets, l'ONG IVORARY et ses partenaires ont renforcé des actions de plaidoyers autour des thématiques suivantes :

- L'adoption de la nouvelle loi d'orientation portant système éducatif Malgache, l'adoption ayant été effective durant la seconde session ordinaire du Parlement ;
- L'adoption de la loi sur l'accès à l'information ;
- L'adoption de la loi sur la protection des défenseurs des droits humains ;
- La transparence des sources de financement politique et le plafonnement des dépenses électorales.



3 Rapport financier

3.1 Compte analytique

Trésorerie IVORARY 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2023	IVORARY/FP	755635	
remboursement MAFI		3245000	
Versement Honoraire Responsable plaidoyer,Analyste économiste	STEF	8649750	
Prestation Ivorary- STEF	STEF		2 460 000,00
Prestation Ivorary- Traffic	TRAFFIC	9998953	
Prestation consultant- Traffic	TRAFFIC		2500000
Prestation Banque mondiale	banque mondiale	86809195	
Mission banque mondiale	banque mondiale		38 096 650,00
prestation consultant-mission banque mondiale	banque mondiale		30 320 259,00
contribution consultant banque mondiale	banque mondiale	2 734 720,00	
Prestation Ivorary- mission RARY ARO-PNUD	PNUD	7 200 000,00	
prestation- PFSCE	PFSCE	900 000,00	
Prestation consultant- mission PFSCE	PFSCE		700 000,00
prestation Ivorary-UNESCO	UNESCO	7160000	
achat objectif- part Ivorary	IVORARY/FP		250 000,00
encre	IVORARY/FP		900 000,00
loyer	IVORARY/FP		3 390 000,00
salaire staff	IVORARY/FP		35 000 000,00
avance, ce salaire staff projet Taninjanaka			3 000 000,00
paiement SNOIBOX- création site			2 548 800,00
Remboursement OBS		9283000	
cofinancement MAFI			9 100 000,00
avance Ivorary- projet TANINJANAKA	TANINJANAKA		10 900 000,00
VIREMENT AMBASSADE DE France	HAVORIA	76090000	
VIREMENT SOFRECO-UNION EUROPEENNE	HAVORIA	41150000	
Salaire staff du projet	HAVORIA		14 100 000,00
	HAVORIA		3 000 000,00
Logistique seminaire HAVORIA du 16,17,18/11/2022	HAVORIA		34 371 666,60
pop up cesc	HAVORIA		950 000,00
production emission + diffusion sur Real TV- Volet 3 : Protection	HAVORIA		7 600 000,00
Impression brochure- roll up	HAVORIA		700 000,00
Production d'émissions radiophoniques	HAVORIA		600 000,00
Diffusion à la chaîne nationale et locales	HAVORIA		1 050 000,00
Production d'émission de débat télévisé- KOLO TV	HAVORIA		17 640 000,00
diffusion - IBC	HAVORIA		5 000 000,00
Reportage vidéo en vue de la compilation des cas de représentation	HAVORIA		3 000 000,00
Prestation videaste- conférence Debat-Université Antananarivo	HAVORIA		550 000,00
Diffusion de la vidéo auprès des universités et conférence débat sur la thématique "Effectivité des DH et protection des DDH à Madagascar	HAVORIA		1 975 000,00
Indemnité animateur exposition- ouverture officielle séminaire	HAVORIA		300 000,00
Crédit de communication	HAVORIA		330 000,00
Prestation infographiste	HAVORIA		1 200 000,00
frais de déplacement	HAVORIA		969 000,00
TOTAL		253976254	232 501 375,60
Solde compte au 31 Décembre 2022		21474878	



Trésorerie MAFI 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2020	MAFI	9800183	
prestation Cabinet Hasina RAMANANDRIANA-Audit Mafi 1,0			6 780 000,00
remboursement ivorary			3 245 000,00
subvention FANAINGA- MAFI2.0		64971792	
Cofinancement Ivorary		9100000	
Salaire Directeur Exécutif			11 208 400,00
Salaire Chargée de projet			4 159 600,00
salaire Responsable administratif et financier			3 568 800,00
salaire Responsable communication			4 163 600,00
salaire comptable			2 974 000,00
charge patronale			1 950 000,00
indemnité des parajuristes			3 000 000,00
Honoraire du consultant en charge d'une étude de capitalisation de bonnes pratiques en matière d'Observatoire de la Justice			6 000 000,00
Honoraire du consultant en charge de l'élaboration d'un guide sur l'accès à la justice			8 400 000,00
Honoraire du consultant en charge de l'élaboration d'un guide sur l'accès à la justice			4 400 000,00
Cout de prestation d'un journaliste sur la production des docuseries			800 000,00
Cout de prestation pour la retransmission live du café débat (Location matériels, transport (camion			4 800 000,00
Cout de prestation d'un technicien en montage vidéo (Honoraire, transport (camion fourgon))			1 950 000,00
Frais taxi et frais de déplacement (en ville)			499 000,00
Location salle - café débat			900 000,00
cocktail			3 000 000,00
restauration			2 280 000,00
Achat d'un trépied			500 000,00
Achat lumière projecteur (GODOX SL60)			1 600 000,00
Achat micro			560 000,00
Achat table de mixage			2 500 000,00
Achatt fonds vert			200 000,00
Micro cravatte			150 000,00
bouquet de fleur- décoration des scène			58 000,00
location bureau			3 390 000,00
fourniture de bureau			120 948,00
crédit de communication			230 000,00
impression			382 500,00
frais bancaire			133 630,00
		83871975	83 903 478,00
Solde compte au 31 Décembre 2022		-31503	



Trésorerie OBS MADA 2021			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
solde 01/01/2022		22369495	
Virement RTGS recu/ UNDP		160918535	
avance Ivorary		6645000	
avance safidy		55640400	
avance msis		6447500	
Honoraire Philippe LEBON,consultant en charge de l'identification des thématiques- 3 eme tranche			2 500 000,00
credit			200 000,00
Honoraire BRANDON RABANIT,consultant en charge de Mobilisation des jeunes pour les CCAP			5 040 000,00
Communication et Audio Visuel Equipement-Activité 2.1.2: Organiser des séances d'informations/formations			14 627 200,00
Ateliers-Activité 2.1.2: Organiser des séances			25 636 455,00
Honoraire RANDRIANOELINA Tsiorintsoa,consultant redevabilité- 3 eme tranche			4 320 000,00
Training- workshop-Activité 2.2.1. Elaborer les			14 567 200,00
Atelier- Activité 2.2.2. Conduire des séances de			30 194 900,00
Communication et Audio Visuel Equipement-Activité			18 091 700,00
Mission equipe à Morondava- Activité 2.2.2. Conduire			5 449 000,00
Salaire Staff du projet			28 800 000,00
frais bancaire			156 224,83
encre			780 000,00
remboursement safidy			55 676 400,00
remboursement msis			28 077 500,00
remboursement Ivorary			9 283 000,00
Frais de déplacement			342 000,00
		252020930	243 741 579,83
solde compte au 31 Décembre 2022		8279350	



Trésorerie BAROCI 2022			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
Solde compte au 1 er Janvier 2022	Baroci	6173249	
crédit de communication			1 070 000,00
remboursement Ivorary			70 000,00
Indemnité opérateur téléphonique			4 498 520,00
encre			500 000,00
Frais de déplacement			30 000,00
		6173249	6 168 520,00
Solde compte au 31 Décembre 2022		4729	
Trésorerie MEL 2022			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
virement Ambassade de France		31600000	
encre			300 000,00
		31600000	300 000,00
Solde compte au 31 Décembre 2022		31300000	
Trésorerie TANINJANAKA 2022			
Rubriques	Projet	Débit (Ar)	Crédit (Ar)
avance Ivorary		13900000	
salaire staff			6 300 000,00
Prestation consultant technician trainer			4 000 000,00
Catering			1 800 000,00
objectif camera			1 500 000,00
		13900000	13 600 000,00
Solde compte au 31 Décembre 2022		300000	



3.2 États financiers

BILAN ACTIF				BILAN PASSIF	
DETAILS DES POSTES	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT	VALEUR NETTE	DETAILS DES POSTES	MONTANT
Immobilisations corporelles		18 520 859,00			
Matériel de bureau et matériel	3 774 800,00	915424	2 859 376,00	de l'exercice (arrêté le 22	47 414 457,17
Matériel informatique	21 000 000,00	5338517	15 661 483,00		
TOTAL ACTIF COURANT	24 774 800,00	6253941	18 520 859,00	TOTAL PASSIF COURANT	47 414 457,17
Créances		13 900 000,00		Dettes fiscales et sociales	
			13900000		-
Trésorerie		61 058 957,17		& dettes aup. étab. Crédit-B	-31 503,00
BMOI IVORARY			21 474 878,00		
BMOI MAFI					
BMOI OBS			8 279 350,17		
BMOI BAROCI			4729	Autres dettes	32 165 359,00
BMOI MEL			31 300 000,00	Dettes vis-à-vis de particuliers	32 165 359,00
Caisse IVORARY					
Caisse BAROCI					
Caisse OBS					
CAISSE MAFI					
CAISSE MAFFA					
TOTAL ACTIF NON COURANT			61 058 957,17	TOTAL PASSIF NON COURANT	32 165 359,00
TOTAL ACTIF			79 579 816,17	TOTAL PASSIF	79 579 816,17

0,00

Compte de résultat ONG IVORARY

Année :	2022
COMPTES DES RESULTATS	
DETAILS DES POSTES	MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION	123 452 618,00
Ventes de prestations de service	123 452 618,00
CONSOMMATION	-14 158 948,00
Fourniture consommable	-2 658 948,00
Achats d'études et prestations de service	-11 500 000,00
MARGE	109 293 670,00
Services extérieurs	0,00
Autres Services extérieurs	-294 515 918,83
location immobilière	-7 680 000,00
Publicité, publications, relations	-45 890 634,00
Catalogues et imprimés	-1 082 500,00
Missions	-43 545 650,00
Receptions	-110 108 221,00
Honoraires	-80 020 259,00
Transports de biens transport persL	-1 520 000,00
Crédit de télécommunication	-1 830 000,00
Services bancaires et assimilés	-289 854,83
Divers(hebergement siteweb ivorary)	-2 548 800,00
VALEUR AJOUTEE	-185 222 248,83
Charges de personnel	-106 974 400,00
Charg. exceptionn. sur opér.gest.	-6 253 941,00
Dotations aux amortissements	-6 253 941,00
Salaires, appointements	-106 974 400,00
Produits de tiers financeurs	345 865 047,00
Subventions	343 130 327,00
Contributions financières diverses	2 734 720,00
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	47 414 457,17
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	47 414 457,17
RESULTAT NET	47 414 457,17



3.3 Liste des matériels et immobilisations

ID DE L'IMMOBILISATION	DESCRIPTION	DATE D'ACQUISITION	ORIGINE	LOCALISATION/ADRESSE	durée d'amortissement	VALEUR DU BIEN A LA DATE D'ACQUISITION	ANNUITE D'AMORTISSEMENT	AMORTISSEMENT CUMULE	VALEUR COMPTABLE NETTE, EXERCICE CONSIDÉRÉ 2022
IVORARY/2020/001	Imprimante CANON MF 643CDW	13-août-20	Acquisition projet MAFI MEGATECH	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	1 750 000,00	350 000,00	834 166,67	915 833,33
IVORARY/2020/002	Vidéo projecteur	13-août-20	Acquisition projet MAFI OFFICE STORE	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	3	1 700 000,00	340 000,00	810 333,33	889 666,67
IVORARY/2019/001	MediaPad Tab3 - Huawei	01-janv-19	Don UE/Projet SAFIDY	HERY	5	600 000,00	120 000,00	481 666,67	118 333,33
IVORARY/2018/001	Clé 4G+ Telma	01/01/2018	Acquisition projet FANDIC	Rota	3	70 000,00	14 000	42 194	
IVORARY/2018/002	TABLE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIC	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	273 300,00	27 330,00	137 029,58	136 270,42
IVORARY/2018/003	CHAISE	01/01/2018	Acquisition projet FANDIC	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	195 500,00	39 100,00	156 943,06	
IVORARY/2020/003	Armoire de bureau	16/09/2020	Acquisition Ivorary- TANANARIVU	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	650 000,00	131 805,56	261 805,56	500 861,11
IVORARY/2020/004	TABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary- TANANARIVU	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 260 000	\$ 26 000	\$ 31 128	202 872,22
IVORARY/2020/005	TABLE	21/10/2020	Acquisition Ivorary- TANANARIVU	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 260 000	\$ 26 000	\$ 31 128	202 872,22
IVORARY/2021/001	Ordinateur de bureau	09/02/2021	Acquisition Ivorary- DR T	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 975 000	\$ 195 000	\$ 371 042	603 958,33
IVORARY/2021/002	Onduleur	03/02/2021	Acquisition Ivorary- MEGA	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 180 000	\$ 36 000	\$ 69 100	110 900,00
IVORARY/2021/003	Armoire métallique	25/05/2021	Acquisition Ivorary- HDS	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 620 000	\$ 62 000	\$ 99 889	520 111,11
IVORARY/2021/004	Appareil photo canon 6D	31/08/2021	Acquisition Ivorary- TANANARIVU	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 5 960 000	\$ 1 192 000	\$ 1 595 956	4 364 044,44
IVORARY/2021/005	Ordinateur DE BUREAU	09/09/2021	Acquisition Ivorary- PCUP	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 2 505 000	\$ 501 000	\$ 658 258	1 846 741,67
IVORARY/2021/006	table de bureau	13/09/2021	Acquisition Ivorary- OKLI	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 390 000	\$ 39 542	\$ 50 808	339 191,67
IVORARY/2021/007	06chaises de bureau	13/09/2021	Acquisition Ivorary- OKLI	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 1 126 000	\$ 112 600	\$ 146 693	979 307,22
IVORARY/2021/008	objectif TAMRON	23/11/2022	Acquisition Ivorary- TANANARIVU	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 1 750 000	\$ 350 000	\$ 36 944	1 713 055,56
IVORARY/2021/009	02 Trépieds	21/04/2022	Acquisition Ivorary- TOP V	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 500 000	\$ 50 000	\$ 35 278	464 722,22
IVORARY/2021/010	02 Lumière vidéo GODOX	21/04/2022	Acquisition Ivorary- TOP V	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 1 600 000	\$ 160 000	\$ 112 889	1 487 111,11
IVORARY/2021/011	01 Table de mixage	21/04/2022	Acquisition Ivorary- fulldr	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 2 500 000	\$ 250 000	\$ 176 389	2 323 611,11
IVORARY/2021/012	02 MICROS SANS FIL	21/04/2022	Acquisition Ivorary-	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 560 000	\$ 112 000	\$ 79 022	480 977,78
IVORARY/2021/013	02 MICRO CRAVATE	21/04/2022	Acquisition Ivorary-	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	5	\$ 150 000	\$ 30 000	\$ 21 167	128 833,33
IVORARY/2021/014	FOND VERT	21/04/2022	Acquisition Ivorary-	Bureau IVORARY-Ambatonakanga	10	\$ 200 000	\$ 20 000	\$ 14 111	185 888,89